

**De France Observateur au Nouvel Observateur : Sa
position anticolonialiste
vis-à-vis de la guerre d'Algérie**

LARBES Nabila

De France Observateur au Nouvel Observateur : Sa position anticolonialiste vis-à-vis de la guerre d'Algérie

Jean-Luc Einaudi - historien, spécialiste de la guerre d'Algérie adit : ⁽¹⁾
«Avant le Nouvel observateur il y eu France Observateur, fondé par mon
ami Claude Bourdet qui fut à mes yeux une des grandes figures au XXème
siècle par son action contre le nazisme puis contre le colonialisme».

Introduction

La guerre d'Algérie sur le terrain militaire et politique fut liée à une véritable bataille de l'information concernant les méthodes utilisées par l'armée française : notamment la destruction de douars, le regroupement de la population dans de véritables camps de concentration et surtout l'usage systématique de la torture. Ce combat pour l'information ⁽²⁾ ou cette «bataille de l'écrit» autour de laquelle se mobilisent et s'affrontent des intellectuels d'obédiences diverses. Les premiers textes dénonçant les atrocités d'une guerre qui ne s'avoue pas sont signés par des journalistes. Les premières saisies frappent les journaux et particulièrement les «quatre grands de la contre-propagande française» (que Jacques Soustelle qualifia en 1957), qui sont France Observateur, Témoignage Chrétien, L'Express, Le Monde «y échappant» ⁽³⁾, dont certains sont toujours publiés de nos jours.

Principalement c'est dans ces journaux et revues que va s'exprimer l'opinion anti-colonialiste et que vont pouvoir émerger des témoignages et des questionnements sur la violence et la torture pratiquées en Algérie. Ses journaux se sont engagés contre le supplice et la guerre d'Algérie, en publiant des articles sur ses événements. Ces éditions ont donc été sélectionnées pour le rôle qu'elles ont joué dans le traitement et la dénonciation de la torture tout au long de la guerre, et ils témoignent d'une opinion engagée contre cette guerre, contre la colonisation et cela veut dire s'opposer au discours de l'État ⁽⁴⁾.

Dans la France d'après guerre, imprégnée de l'esprit de la résistance de gauche, France Observateur s'affirme comme un journal pugnace, mettant en avant la nécessité de donner leur indépendance aux colonies, faisant fuiter des rapports militaires en Indochine, dénonçant les scandales, la torture en Algérie. A partir de 1954, France Observateur dérange car il se fait défenseur des individus maltraités par la société et par le pouvoir ⁽⁵⁾. Il dénonce nombre de scandales et de compromissions.

De France Observateur au Nouvel Observateur : Sa position anticolonialiste vis-à-vis de la guerre d'Algérie

Notre objectif est de comprendre comment France Observateur s'est intéressé à la guerre d'Algérie et quel a été sa position vis à vis de la torture employée et les actes de violences perpétrés de 1954 à 1962. Ce journal témoigne d'une opinion engagée contre la guerre d'Algérie et contre la colonisation, et même avec Le Nouvel Observateur depuis 1964 à nos jours, nous percevons toujours une préoccupation du sujet qui est la guerre d'Algérie ainsi la nécessité d'écrire l'Histoire de cette période.

Ainsi nous nous posons les questions suivantes : Quelle a été la position de l'hebdomadaire vis-à-vis de la guerre d'Algérie ? Et comment le journal a milité en faveur de l'indépendance algérienne dès 1954 à travers le discours employé dans ses articles ? Ensuite quelle a été le rôle des journalistes de l'hebdomadaire qui ont produit des discours sur les tortures et les violences faites par les autorités françaises en Algérie ?

I - France Observateur

Cela commence dans les années cinquante quand d'anciens journalistes de la résistance décident de créer un nouvel hebdomadaire : L'Observateur politique, économique et littéraire, dont le premier numéro de 24 pages en noir et blanc, tiré à 20 000 exemplaires, paraît le 13 avril 1950, fondé par d'anciens résistants français : Gilles Martinet, journaliste clandestin pendant la seconde guerre mondiale entre 1944 et 1948, rédacteur en chef de l'Agence France-Presse (AFP), s'allie avec Claude Bourdet, Roger Stéphane et Hector de Galard, tous trois ex-journalistes de Combat, c'est donc l'esprit de résistance qui imprègne la première équipe du journal, dont Albert Camus fut le rédacteur en chef et la collaboration de Jean-Paul Sartre. Gilles Martinet devient ainsi le directeur de ce journal. L'Observateur va être concurrencé par L'Express, dont le premier numéro paraît le 16 mai 1953. L'hebdomadaire connaît deux changements de titre successifs, L'Observateur aujourd'hui en 1953 puis France - Observateur en 1954⁽⁶⁾.

France Observateur est l'un des seuls journaux de l'époque d'après-guerre à jouer sur le terrain de la polémique, alors qu'à ses débuts, lors des années 1950, France Observateur tire à plus de 100 000 exemplaires, parvenant même jusqu'à 120 000 exemplaires au début des années 1960⁽⁷⁾. En moins d'une décennie, l'Express et France Observateur⁽⁸⁾ voient ainsi leur tirage décupler de 50 000 à plus de 500 000 pour le premier, de 20 000 à 200 000 pour le second⁽⁹⁾.

Cet hebdomadaire, France Observateur (L'Obs), veut défendre un journalisme intellectuel et politique sur le modèle du journalisme engagé des

années trente. Pour Philippe Tétart ⁽¹⁰⁾, France Observateur devient en quelques années «un fleuron du renouvellement de la presse hebdomadaire française, une société parmi les plus intellectuelles et les plus en vue dans l'opposition à la guerre d'Algérie, enfin un acteur clef de l'histoire du socialisme de Troisième Voie qui donne naissance au Parti Socialiste Unifié de 1960» ⁽¹¹⁾.

1 - Position de France Observateur vis-à-vis de la guerre d'Algérie

La genèse des idéaux politiques de France Observateur est à chercher dans la hantise de la barbarie et du fascisme. L'empreinte de la Seconde Guerre mondiale marque les colonnes de L'Obs, parce que ses fondateurs sont tous d'anciens résistants qui veulent proposer une nouvelle forme de socialisme démocratique et, avant tout, dénoncer toutes les formes d'extrémismes. La dénonciation des violences et des dérives du pouvoir sont les priorités de L'Obs pendant toute la guerre d'Algérie. Le combat anticolonial est au cœur de la constitution de L'Observateur et de son projet politique. Le journal France Observateur a pris position contre la guerre d'Algérie et va progressivement apparaître comme l'un des symboles de la résistance intellectuelle française à la guerre d'Algérie. La dénonciation des violences et des dérives du pouvoir sont les priorités de L'Obs pendant toute la guerre. L'anticolonialisme de L'Obs participe d'un esprit résistant, mais jusqu'en 1954, le journal défend seulement le droit à l'autonomie des territoires colonisés et la légitimité de la résistance des peuples colonisés. C'est avec la guerre d'Algérie que la réflexion anticoloniale de L'Obs parvient à l'idée d'indépendance. Les fondateurs de l'hebdomadaire militent contre le colonialisme depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ⁽¹²⁾. On constate le rôle du journal par la dénonciation des violences et des tortures.

La dénonciation de la torture

Dès sa parution, les journalistes de France Observateur et en particulier ses cofondateurs : Claude Bourdet, éditorialiste et directeur de France Observateur, grande figure de la Résistance remet radicalement en cause les «ultras» d'Algérie. Il dénonce avec force la répression et à ce titre, est «un pionnier un ouvreur de piste» - Gilles Martinet, bien qu'il écrive moins que Bourdet sur les violences et les tortures n'en demeure pas moins un fervent «anticolonialiste tiers-mondiste» ainsi que Roger Stéphane et Hector de Galard qui se placent donc à l'avant-garde de l'anticolonialisme et mettent tous leurs qualités respectives au service de cette lutte ⁽¹³⁾.

Ce ne sont pas des écrivains, mais bel et bien des hommes de plume-journalistes tout autant que combattants de l'écrit. Pour ces journalistes et

De France Observateur au Nouvel Observateur : Sa position anticolonialiste vis-à-vis de la guerre d'Algérie

pour leurs lecteurs, les mots forment donc, pas à pas, année après année, le creuset d'une prophétie politique qui se réalise. Sur fond de guerre d'Algérie, de guerre de l'écrit, les mots sont donc vraiment le ferment de l'histoire de L'Observateur, l'élément cristallisant qui lui permet de perdurer et d'élargir son audience unanimement anticoloniale⁽¹⁴⁾.

S'il fallait définir au plus court l'adage des journalistes de France Observateur face aux guerres coloniales, il suffirait d'accoler deux assertions de l'éditorialiste vedette du titre, Claude Bourdet, lançant en 1947, dans Combat : «Il n'y a rien de dégradant à avoir raison contre la force», et précisant, en mai 1950, dans un des premiers numéros de L'Observateur qu'on : «ne peut pas abattre des idées avec des balles»⁽¹⁵⁾. S'agissant de l'Algérie, le premier vrai morceau de bravoure est plus ancien et revient à Bourdet. Dans un éditorial faussement interrogatif en 1951, il publie dans L'Observateur, (futur France Observateur) dont il était le responsable, un article intitulé «Y a-t-il une Gestapo algérienne ?»⁽¹⁶⁾, il y dénonce les méthodes d'interrogatoire utilisées par la police française d'Algérie avec la complicité d'un certain nombre de magistrats, en attendant, la torture devient pratique courante. La même année, le journaliste, ancien résistant déporté pendant la guerre, Bourdet avait publié dans le même hebdomadaire le 6 décembre 1951 un autre article intitulé, «Le "J'accuse" de Claude Bourdet», en voici quelques passages :⁽¹⁷⁾

«[...] A Paris, sous l'Occupation, la Gestapo possédait, outre la rue des Saussaies, et quelques autres immeubles, une série de bâtiments situés avenue Foch. Les musulmans d'Algérie ne connaissent pas "l'avenue Foch"; ils connaissent tous un autre immeuble, dont la réputation est pour eux la même : la villa Mahieddine, où officie la police des renseignements généraux d'Algérie, ceux en liberté provisoire que j'ai pu interroger fournissent des précisions nombreuses sur les tortures dont ils ont été l'objet ; leur description est convaincante pour un homme connaissant l'atmosphère des locaux de la Gestapo [...]. Voici par exemple un extrait de la plainte de Khiter Mohamed, qui resta dix-sept jours avant d'être remis au juge : "Les deux pieds et les deux poings liés, on me passa un manche de pioche simultanément sous les genoux et la face antérieure des deux coudes. Ensuite on m'a fait asseoir sur une bouteille, le goulot de cette dernière me rentrant dans l'anus pendant que les inspecteurs [...]». http://www.aidh.org/faits_documents/algerie/Bourdet.html - top

L'hebdomadaire France Observateur peut paraître plus engagé, dès le 04 novembre 1954, Claude Bourdet y produit un long article sous le titre de «Le carrefour du Maghreb», il écrivait :⁽¹⁸⁾

«Il vaudrait mieux ne fut ce que pour comprendre ce qui se passe, dire d'abord la vérité. La vérité, c'est que le peuple d'Algérie, s'il a quelques droits politiques (surtout théoriques) de plus que les peuples marocains et tunisien, est sur le plan économique encore plus malheureux qu'eux parce qu'encore plus spolié et prolétarisé par une colonisation plus nombreuse et plus ancienne. La vérité, c'est que 2 500 000 hectares, le quart des terres, et de loin les meilleures, ont été depuis cent vingt- quatre ans réquisitionnées, achetées à vil prix ou subtilisées d'une manière quelconque, aux Algériens par les colons [...] La vérité, c'est que de 15 000 à 45 000 Algériens ont été massacrés par l'armée dite " française " et les colons armés, en réponse à une émeute comme celle d'aujourd'hui dont les causes étaient mal définies et ou la provocation n'était pas exclue. Les Français peuvent commodément oublier ces choses, à supposer qu'ils les sachent. Les Algériens se taisent, mais n'oublient pas...».

Le 23 novembre 1954, Gille Martinet dénonce à son tour la torture, ainsi que la constitution de milices civiles à Azazga en Kabylie. Son article n'hésite pas à avancer des noms de fonctionnaires qui pratiquent les sévices de la ceinture électrique, de la baignoire et de la ceinture simple : le «Docteur» Mouquet, de la Brigade de Sécurité du Territoire, et le «Docteur» Smith de la Police des Renseignements Généraux⁽¹⁹⁾.

Le 13 janvier 1955, Hector de Galardet Martinet frappent un grand coup en publiant «La vérité sur la torture en Algérie». Le jour même, suit un nouvel article de Claude Bourdet, «Votre Gestapo d'Algérie», fondé sur sa rencontre avec un accusé du procès de Blida qui lui aurait déclaré : «Même si dieu était à ma place, les policiers l'auraient fait parler»⁽²⁰⁾, Bourdet écrit dans cet article :⁽²¹⁾

«Le supplice de la baignoire, le gonflage à l'eau par l'anus, le courant électrique sur les muqueuses, les aisselles ou la colonne vertébrale, sont les procédés préférés, car "bien appliqués" ils ne laissent pas de traces visibles. Le supplice de la faim est également constant. Mais l'empalement sur une bouteille ou un bâton, les coups de poing, de pied, de nerf de bœuf ne sont pas non plus épargnés. Tout ceci explique que les tortionnaires ne remettent les prisonniers au juge que cinq à dix jours après leur arrestation . . . Une fois que les Gestapistes ont dicté et fait signer à leurs victimes à demi-mortes "l'aveu" qu'il leur plaît d'attribuer, le reste du séjour à la police sert à remettre le prisonnier en état, au besoin à le soigner (mais oui!) afin qu'il soit présentable lorsqu'on le mène au juge...».

Dans l'hebdomadaire France Observateur, Claude Bourdet fait paraître un article virulent sous le titre «Disponibles : quel sursis ?» Dans lequel il dénonce

De France Observateur au Nouvel Observateur : Sa position anticolonialiste vis-à-vis de la guerre d'Algérie

l'envoi de cent mille jeunes Français en Algérie par le gouvernement Guy Mollet. Il est arrêté dès le lendemain matin comme au temps où il fut déporté par les Nazis, un tollé de protestations impose sa rapide remise en liberté provisoire⁽²²⁾. Bourdet dans cet éditorial du 29 mars 1956, écrivait :⁽²³⁾

«100 000 jeunes français sont de nouveau menacés d'être arrachés à leurs familles, à leur métier, à toute une série de tâches et de liens qui constituent pour eux la joie et l'intérêt de l'existence, et qui forment le noyau le plus vivant de l'activité nationale. 100 000 jeunes français sont menacés d'être jetés dans la "Sale Guerre", d'y perdre leurs meilleures années, peut-être d'y être blessés, voire tués, pour une cause que peu d'entre eux approuvent dans un genre de combat qui révolte la plupart. Assureront-ils au moins la protection des vies européennes ? Non, car leur arrivée en Algérie permettra l'intensification de la guerre. [...] Ce qui est très grave, c'est que l'envoi des disponibles signifie presque nécessairement le choix de la guerre totale – c'est-à-dire la guerre la plus atroce et la plus longue. [...] Aujourd'hui, 100 000 soldats de plus, portant nos effectifs à 400 000 hommes, n'impressionneront pas les insurgés qui se battent de toute façon déjà à un contre dix. Un contre treize, la belle affaire ! Mais nous entrerons dans un cycle infernal au bout duquel se trouvent le fascisme et la guerre civile et - bien entendu - la "perte" de l'Algérie. [...]».

Dans un éditorial intitulé «Ils ont menti à propos de Rivet» le 31 mai 1956 nous lisons :⁽²⁴⁾

«Des gourbis sont incendiés sous le feu des canons et des mortiers et de nombreuses personnes périssent carbonisées. [...] Les bombardements ont été suivis d'un «ratissage» serré, au cours duquel un certain nombre de «suspects» ont été arrêtés. Les brutalités qui ont marqué ces ratissages sont essentiellement le fait des miliciens. Ceux-ci n'ont pas hésité à blesser un fermier européen qui, habitant à 2 kilomètres de Rivet, avait caché une vingtaine de ses ouvriers musulmans pour éviter qu'ils ne soient emmenés par les forces de l'ordre. Selon des estimations qu'il a été naturellement impossible de vérifier, le nombre des victimes musulmanes s'élèverait pour les journées du 10 et 11 mai, à un chiffre compris entre 500 et 550 tués».

Martinet dénonce également la violence et le racisme des «ultras colonialistes», comprenant l'État et les grands propriétaires d'Algérie, dont la maxime est «tuons-en cinquante mille comme à Madagascar et nous aurons 10 ans de tranquillité!». Les coresponsables des violences sont les différents gouvernements qui ont laissé les «colonialistes» prendre le pouvoir en Algérie. Ainsi l'éditorial de Bourdet du 25 avril 1957, «L'Algérie

est indépendante» dénonce-t-il «une nation entièrement indépendante gouvernée par une minorité de colons racistes». L'Obs inscrit les «féodaux», les «ultras» d'Algérie, dans la figure des fascistes, qualification que l'hebdomadaire utilise fréquemment pour dénoncer le colonialisme. Face à la situation coloniale, L'Obs, comme L'Humanité et L'Express, actualise la décolonisation dans son discours. D'une part, les civils algériens sont désormais des «Algériens» et «un peuple algérien»et, d'autre part, le territoire algérien est constitué des «anciens départements français» qui doivent laisser la place à la «réalité nationale algérienne»⁽²⁵⁾.

D'autres événements jouent un rôle important dans les discours du journal sur les tortures durant l'année 1957, la dénonciation d'interrogatoires violents pendant «la bataille d'Alger» par les parachutistes du général Massu, ainsi que la disparition de Maurice Audin et la condamnation à mort de Djamilia Bouhired, avec l'affaire de l'avocat algérien Boumendjel, la démission du général De Bollardièrre, la plainte pour tortures déposée par Henri Alleg, réactivent l'engagement des journalistes et des intellectuels et provoque une intense campagne sur le thème de la «torture».

Dans une synthèse sur les perspectives politiques en Algérie faite par Claude Bourdet, intitulé «Le bon engrenage», il écrit :⁽²⁶⁾

«On pouvait craindre le pire de la réaction Algérienne. Les sarcasmes adressés à un peuple en haillons qui tient tête depuis cinq ans à une puissante armée, l'offre du sabotage faite magnanimement à un gouvernement que la presse française met entre guillemets mais qui a, comme toute, assez habilement manœuvré Internationalement [...] .

«[...] De Gaulle a reconnu le droit à l'indépendance des algériens, car c'est reconnaître ce droit que d'admettre que l'on puisse, en théorie, l'exercer par un vote. Dès ce moment la guerre d'Algérie française a pris fin, les conséquences psychologiques en sont incalculables [...] Les membres du G. P. R. A. et, apparemment, l'ensemble des dirigeants Algériens civils et militaires aient senti tout cela et aient décidé, semble-t-il, de faire une réponse politique. C'est un progrès capital sur leur attitude antérieure, qui rend non seulement la paix possible, mais fait mieux augurer de l'avenir de l'Algérie future [...] .

«Si à Evidemment, cette occasion, la poussée du peuple Français pour la paix pouvait enfin se déclencher, les choses iraient plus vite. Mais cela ... c'est une autre histoire».

Le 27 octobre 1961, Claude Bourdet, alors conseiller municipal de Paris et aussi journaliste à «France-Observateur», avait interpellé le préfet de police, Maurice Papon, en plein conseil municipal de Paris sur l'exactitude

De France Observateur au Nouvel Observateur : Sa position anticolonialiste vis-à-vis de la guerre d'Algérie

des faits qui se lisaient dans la presse parisienne, à savoir le repêchage dans la Seine de 150 cadavres d'Algériens depuis le 17 octobre 1961 entre Paris et Rouen. A ce propos il écrit :⁽²⁷⁾

«[...] Parlerai-je de ces Algériens couchés sur le trottoir, baignant dans le sang, morts ou mourants, auxquels la Police interdisait qu'on porte secours ? Parlerai-je de cette femme enceinte, près de la place de la République, qu'un policier frappait sur le ventre ? Parlerai-je de ces cars que l'on vidait devant un commissariat du quartier Latin, en forçant les Algériens qui en sortaient à défiler sous une véritable haie d'honneur, sous des matraques qui s'abattaient sur eux à mesure qu'ils sortaient ? J'ai des témoignages de Français et des témoignages de journalistes étrangers. Parlerai-je de cet Algérien interpellé dans le métro et qui portait un enfant dans ses bras ? Comme il ne levait pas les bras assez vite, on l'a presque jeté à terre d'une paire de gifles. Ce n'est pas très grave, c'est simplement un enfant qui est marqué à vie !

[...] Est-il vrai que dans la «cour d'isolement» de la Cité, une cinquantaine de manifestants, arrêtés apparemment dans les alentours du boulevard Saint-Michel, sont morts ? Et que sont devenus leurs corps ? Est-il vrai qu'il y a eu de nombreux corps retirés de la Seine ? on parle de 150 corps retirés de la Seine entre Paris et Rouen. C'est vrai ou ce n'est pas vrai ? [...].»

Ainsi nous remarquons que L'Obs insiste sur la responsabilité des forces de l'ordre et au-delà, du pouvoir politique français, dans l'origine de la violence («sévices dont les foules musulmanes ont tout d'abord été victimes»). Notons aussi qu'au cours d'un dîner qui a eu lieu le 23 novembre 1961 en compagnie de six diplomates des services politiques d'ambassades occidentales, Gilles Martinet, a longuement parlé des activités de Mendès France et a analysé la personnalité et les vues générales de De Gaulle, il s'est exprimé sur l'Algérie, l'O. A. S et le F. L. N et a fait part de diverses opinions sur Jean Jacques Servan Schreiber, le Parti Communiste Français et d'autres phénomènes de la scène politique française⁽²⁸⁾.

Lors d'une conférence de presse intitulée «la presse française pendant la guerre d'Algérie», organisée par l'ambassade de France en Algérie dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la liberté de la presse, Claude Estier a relaté le combat de la plume des journaux français, majoritairement de gauche, pour l'indépendance de l'Algérie et il a montré que les journalistes français engagés pour la cause algérienne avaient sans cesse dénoncé la torture et les répressions. Il a déclaré à ce propos : «... Mon sujet et mon désir, c'était de montrer au public que, dès l'insurrection de

1954, des journaux et des journalistes en France demandaient l'ouverture des négociations et combattaient pour l'indépendance de l'Algérie. Il s'agissait aussi de sensibiliser l'opinion française afin qu'elle se prononce pour l'indépendance de l'Algérie. Ce combat s'est poursuivi durant de nombreuses années dans le but de faire comprendre à l'opinion française qu'il n'y avait pas d'autres solutions que les négociations pour l'indépendance de l'Algérie». Il a expliqué que l'opinion française était très mal informée sur la réalité du peuple algérien avant le déclenchement de la révolution du 1^{er} Novembre 1954. Il a ainsi rappelé que les répressions sanglantes du 8 mai 1945 ont occupé une très faible place dans les colonnes de la presse française qui était en train de célébrer la victoire des alliés⁽²⁹⁾. Claude Estier a plaidé, dans tous ses articles, pour la reconnaissance du droit du peuple algérien à la liberté et à l'indépendance, pour lui cette presse, avait fait de la guerre de Libération nationale le thème central de son actualité.

Pour conclure selon l'étude d'Emilie Roche la dénonciation de la torture est une thématique forte des trois premières années de la guerre et elle progresse en 1957, elle disparaît des discours de L'Obs en 1960, à mesure qu'une solution d'ordre politique semble se dessiner. Le triptyque négociation, paix, indépendance est, en revanche, une constante des thématiques développées par L'Obs et leur taux augmente en particulier à la fin de la guerre. Ce triptyque est appuyé par la thématique de l'anticolonialisme, présente également dans toute la période. Ainsi l'Obs semble produire des discours qui proposent une solution politique pour l'Algérie sans céder à un antigaulisme qui viendrait bouleverser la teneur des discours. À partir de 1961, la dénonciation de la violence de l'OAS est très virulente, occupant 27, 3% puis 75% des thématiques des années 1961 et 1962, elle semble prendre le relais des dénonciations des tortures. Les thématiques de France Observateur nous indiquent une relative régularité des discours de l'hebdomadaire par rapport aux violences et à l'anticolonialisme, et, surtout, par rapport aux solutions politiques proposées pour l'Algérie⁽³⁰⁾.

France Observateur et les nationalistes algériens

France Observateur, l'anticolonialiste, reconnaît le Front de Libération National F. L. N (les nationalistes) comme un interlocuteur politique valable et légitime dès le début de la guerre d'Algérie en indiquant ainsi que la décolonisation doit désormais être réalisée. Dès 1955, L'Obs ouvre directement ses colonnes aux nationalistes du F. L. N et pour l'hebdomadaire

De France Observateur au Nouvel Observateur : Sa position anticolonialiste vis-à-vis de la guerre d'Algérie

le gouvernement doit négocier avec les nationalistes : «il faut que le gouvernement trouve une solution négociée avec les représentants du mouvement nationaliste». Donc France Observateur adopte une position anticoloniale qui ne varie pas durant toute la guerre; à la pointe des dénonciations des tortures, il est l'un des meneurs de la décolonisation⁽³¹⁾.

Claude Bourdet et Robert Barrat furent les deux principaux journalistes à suivre l'Algérie et le premier reportage «à chaud» sur les maquis algériens de Barrat, qui dénonce l'épreuve militaire est paru le 15 septembre 1955 dans L'Obs, intitulé «Un journaliste chez les hors-la-loi»⁽³²⁾. Il est repris par la presse internationale (The Observer). Le 2 février 1956, Barrat publie «Voici les interlocuteurs valables» et le 23 février «Ce que veulent les rebelles algériens»⁽³³⁾.

Robert Barrat, Journaliste engagé, n'est pas du genre à rester spectateur de l'événement par crainte de sortir de sa mission journalistique s'il pense, par son action pouvoir sauver des hommes, sauver un peuple. C'est par dizaines qu'il rédige des mémos rendant compte de ses rencontres avec les clandestins du FLN, décrivant la réalité du terrain dans des termes bien différents du «prêt à penser» qui émane de la résidence d'Alger à destination du gouvernement. Ainsi Robert Barrat réalise le premier reportage au maquis et les interviews exclusives d'Abane Ramdane et d'Amar Ouamrane, le reportage révèle les conditions exigées par le FLN pour un cessez-le feu. Le journal sera immédiatement saisi et Barrat arrêté pour non dénonciation de «malfaiteurs». Il tente et y parvient presque, de mettre sur pied de discrètes rencontres entre responsables gouvernementaux et combattants algériens⁽³⁴⁾. A ce propos Robert Barrat déclare :⁽³⁵⁾

«Un temps précieux pourrait être gagné, bien des choses pourraient être sauvées entre les algériens et nous, si le prochain gouvernement avait le courage de proclamer de but en blanc l'indépendance de l'Algérie».

Publiés dans France Observateur, ces articles sont censurés dans l'édition d'Algérie. Le journaliste a été emprisonné à deux reprises, sous les deux Républiques en 1955, suite à son reportage, par lequel il rendait compte de son contact avec les maquisards «hors-la-loi» et le journal est saisi⁽³⁶⁾. Ardemment défendu par toute la presse au nom de sa liberté, il sera relâché et continuera à soutenir le combat du FLN, complétant ses contributions à des publications autorisées par des textes dénonçant la torture distribués clandestinement et des interventions directes auprès des autorités politiques, militaires et spirituelles. Puis en 1960, en raison de son engagement d'ensemble et, plus précisément, par suite de sa contribution militante au

fameux «manifeste des 121»⁽³⁷⁾, Barrat commence à sérieusement indisposer les autorités qui l'embastillent à Fresnes plusieurs semaines en octobre 1960. Elles devront le relâcher devant la campagne qui se déploie pour exiger sa libération. Le pouvoir découvre alors que ce jeune Rouletabille donneur de leçons, prêt à payer de sa personne, n'est pas un homme seul⁽³⁸⁾.

L'indépendance de l'Algérie en 1962 sonne la fin de son combat, Barrat se tourne vers d'autres. Il abandonne alors la rédaction du livre, presque achevé, dans lequel, parlant à la première personne, il racontait sa découverte de l'Algérie, les raisons de son combat et tentait de les faire partager à son lecteur. Ce n'est qu'après sa mort que Denise Barrat⁽³⁹⁾, son épouse et camarade de lutte pour la cause des Algériens, publiera en 1987 une première fois ce livre sous le titre *Les Combattants de la liberté*, qui passe relativement inaperçu⁽⁴⁰⁾. Pour les plus exigeants, faire connaître la vérité sur la guerre apparaissait comme un devoir impérieux, tout en sachant que c'était le type d'«affaire» pour lequel ils risquaient la prison. En guise d'illustration, outre quelques-uns des écrits du journaliste, joints à son témoignage, on prendra connaissance d'une série de textes également publiés par les Éditions de l'Aube, sous le titre *Algérie 1956*, Rassemblé par Robert et Denise Barrat⁽⁴¹⁾.

Ainsi L'Obs est le seul journal qui donne aussitôt une visibilité aux discours du FLN⁽⁴²⁾. Il est en contact avec des nationalistes maghrébins : Messali Hadj, Ferhat Abbas, Ali Boumendjel. L'Obs est donc à la pointe de l'information sur le développement du nationalisme et de sa répression au Maghreb⁽⁴³⁾. Martinet à également mentionné qu'il avait eu des conversations avec des dirigeants du F. L. N. à Genève. Les divisions internes au F. L. N, a-t-il dit, sont très réelles et elles constituent vraiment un facteur possible de gêne sérieuse des négociations (G. P. R. A)⁽⁴⁴⁾. Dans ce contexte Gilles Martinet dit : ⁽⁴⁵⁾ «j'ai en tant que rédacteur en chef puis Directeur de France Observateur, rencontré Ben Bella, Boumendjel, Khider, Yazid, Ferhat Abbas et d'autres. Certains ont été, pour un temps, mes amis. Tous m'ont conduit à regarder de l'autre côté du miroir et à perdre ainsi les illusions que j'aurais pu avoir sur l'évolution des pays libérés de la domination coloniale». Ainsi France Observateur maintenait un flot d'informations et de révélations sur la guerre, évoluant en 1959 vers une position pro-indépendante⁽⁴⁶⁾. A son tour Claude Estier dira : «J'ai effectivement pu rencontrer personnellement plusieurs dirigeants algériens dès 1949, à Constantine, Ferhat Abbas et Ahmed Boumendjel. Après 1954, j'ai pu interviewer d'autres dirigeants, par exemple Krim Belkacem, ce qui m'a d'ailleurs valu une inculpation»⁽⁴⁷⁾.

A cet effet, citons l'interview accordée par un porte parole du Ministère des Affaires Extérieures M. A. E / G. P. R. A. à Adnan Malouf,

correspondant de France Observateur, sur l'importance que le gouvernement algérien attache-il aux dernières déclarations du Général De Gaulle en Algérie, au sujet de l'écrasement de la Rébellion et de la présence française en Algérie. Ainsi le porte parole du M. A. E. répond ce qui suit : «Les dernières déclarations du Général De Gaulle ne nous surprennent pas. Elles n'ont d'autre effet que de monter aux yeux de tous qu'il est seul responsable de la poursuite de la guerre en Algérie... Le gouvernement Algérien pour sa part a fait preuve de bonne volonté et voulu arrêter l'effusion de sang. Il a accepté le principe de l'autodétermination en étant sûr que le peuple algérien n'optera pas pour d'autre solution que l'indépendance nationale. C'est pour cette indépendance que des milliers d'algérien sont morts... De Gaulle se trompe quand il parle de l'écrasement du F. L. N. et du maintien de l'Algérie française... Le peuple algérien est totalement engagé dans la lutte de libération nationale ... A la dernière session du C. N. R. A. d'importantes décisions ont été prises sur le plan militaire. Un état major général a été créé. De Gaulle a mal choisi le moment de faire de pareilles déclarations»⁽⁴⁸⁾.

II - Le Nouvel Observateur

Le Nouvel Observateur (ou le «Nouvel Obs'» comme on le surnomme) est un hebdomadaire français d'information générale à publication hebdomadaire et il est un des titres de presse des plus lus et connus de France, il appartient au Groupe Perdriel, (ou groupe Nouvel Observateur), qui est un groupe de presse français dirigé par l'industriel Claude Perdriel (société des sanibroyeurs SFA PAR)⁽⁴⁹⁾.

En 1960 France Observateur va assez mal et régulièrement l'hebdomadaire demande des réinjections d'argent afin de ne pas flancher. La fin de la guerre d'Algérie imputée au Général de Gaulle entraîne une rapide dépolitisation de la population française. Les ventes chutent, face à ces difficultés, Claude Perdriel, un industriel passionné par la presse, et Jean Daniel décident de relancer l'hebdomadaire. En janvier 1964, Jean Daniel quitte l'Express, quelques jours après, Hubert Beuve-Méry l'invite à collaborer au Monde. Ainsi, il va publier plusieurs articles dans ce journal dont le tout premier est intitulé «Le mythe gaulliste dans le tiers-monde». Entre temps, France-Observateur de Gilles Martinet, (en chute libre), fait des pieds et des mains pour l'engager. Il hésite, et Pierre Mendès France, en rupture avec l'Express, tente de réunir Jean Daniel, Perdriel, Martinet et Viannay pour le lancement d'une nouvelle presse de gauche sous les cendres de France-Observateur, le premier numéro paraît le 19 novembre 1964, qui devient Le Nouvel Observateur, une nouvelle équipe rédactionnelle est

constituée. Ainsi Claude Perdriel devint le directeur général du Nouvel Observateur et Jean Daniel devint le directeur générale du groupe et directeur de la publication du journal ⁽⁵⁰⁾.

«Le Nouvel Observateur» se veut à l'avant-garde et proche des gens, à l'affût des nouvelles tendances, en somme, un reflet sociologique, Politique et culturel de la France. Serge Lafaurie, l'un des fondateurs du journal qui fut longtemps directeur de la rédaction, se souvient du premier bouclage : «Nous étions très excités. Tout était artisanal, l'équipe était plus petite et nous faisons tout nous-mêmes» ⁽⁵¹⁾.

En 1974, familièrement appelé le Nouvel Obs, le journal tire à 400 000 exemplaires. La raison de ce succès tient avant tout à sa capacité à saisir l'esprit du temps : il est représentatif de l'évolution des mœurs et révèle au grand public les nombreux courants socioculturels des années post-68. L'objectif du Nouvel Observateur est «de prévenir, cerner, analyser, commenter l'événement déterminant» ⁽⁵²⁾. Le Nouvel Observateur, Journal de chronique et d'enquête, il est très ouvert au débat intellectuel : les sociologues, les philosophes, les historiens de la «nouvelle histoire» y confrontent leurs points de vue. Le magazine ne diffuse que 385 000 exemplaires en 1981; bénéficiant de la stabilité de sa propriété, et du succès de son supplément de télévision Télé-Obs ⁽⁵³⁾.

En septembre 1993, Le Nouvel Observateur lance un supplément télé «culturel» sous la direction de Richard Cavanno. En 1995, il devient le premier magazine d'actualité français devant l'Express. Le site internet du journal est lancé en 1999. Le Nouvel Observateur finit par dépasser la diffusion française de L'Express pour parvenir à 452 000 exemplaires en 1999 – 478 000 en y ajoutant l'étranger. En cette même année 1999, l'audience du Nouvel Observateur – 2, 5 millions de lecteurs – surpasse tout naturellement celle de L'Express – 2, 1 millions. De tout temps, le lectorat des news réunit des hommes d'affaires, des cadres supérieurs ou moyens, tous gens au pouvoir d'achat important, leaders d'opinion et de consommation, recherchés par les annonceurs. Il est vrai que les cadres et professions intellectuelles supérieures lisent moins les news qu'auparavant : 45 % d'entre eux le faisaient en 1989, mais 32 % seulement en 1997. Le Nouvel Observateur est l'hebdomadaire le plus lu de France en 2007 avec 540 000 tirages par semaine, il est d'ailleurs le seul news magazine, en France, à tirer plus de 500 000 exemplaires. En juin 2008, Jean Daniel délaisse la direction du magazine pour se consacrer uniquement à l'éditorial qu'il rédige chaque semaine. Ainsi Denis Olivennes a été nommé directeur

général délégué du groupe Le Nouvel Observateur et directeur de la publication du journal ⁽⁵⁴⁾.

1 - Le Nouvel Observateur et la guerre d'Algérie

Avec Le Nouvel Observateur, nous apercevons que le journal publie constamment des articles sur la guerre d'Algérie et qui rend compte des principaux événements sur la torture et les atrocités commises par les autorités françaises pendant cette période. En d'autres termes Le Nouvel Observateur encore, cinquante ans, après participe aussi à l'écrit de l'histoire de la guerre d'Algérie.

L'hebdomadaire dénonce régulièrement la torture pratiquée en Algérie de 1954 à 1962 à travers les témoignages d'anciens soldats français, comme l'article de Jacques Julliard intitulé «Torture : ce que j'ai vu en Algérie, les vrais auteurs du crime, c'était les politiques» et «Nous avons fait une sale besogne. Elle n'a servi à rien». Dans cette article un fonctionnaire de la torture raconte dans une lettre inédite de dix pages destinée au journaliste Jean-Pierre Vittori, un ancien des détachements opérationnels de protection décrivait, en 1977, les méthodes de ce service spécial de l'armée, chargé de démanteler les réseaux du FLN. Il s'agit du premier témoignage détaillé d'un engagé, gradé de surcroît, sur les DOP ⁽⁵⁵⁾.

Le Nouvel Observateur servait aussi de Forum où se rencontrent différents diagnostics, différentes idées et pensées, il organisait des interviews avec des historiens dont l'objectif est d'écrire l'histoire de la guerre d'Algérie. Des entretiens tel avec Pierre Vidal - Naquet - historien, auteur de "La Torture dans la République" - dans un article intitulé "La guerre a plutôt commencé le 20 août 1955", il dit : ⁽⁵⁶⁾ «Ce dont il faut se souvenir, c'est que, dès le début de la guerre, on a été informé des tortures grâce à Mauriac et Claude Bourdet. Ce qu'a fait Bourdet est pour moi formidable. "La question" de Mauriac et les articles de Bourdet dans France Observateur sont, pour moi, le début de la guerre». D'autres historiens sont interrogés sur la guerre d'Algérie comme Jean-Luc Einaudi - auteur de deux ouvrages sur le massacre des Algériens à Paris le 17 octobre 1961 - il dit dans cet éditorial : «Le Pen n'a pas eu précisément le courage d'assumer son passé algérien. Il a été un tortionnaire et il a été un tortionnaire à Alger. Et ces dernières années, a tenté de le dissimuler». L'historien a étudié d'autres événements comme l'OAS, les tortures et les crimes commis par les Français en Algérie, l'affaire Aussaresses, le 17 octobre 1961... ⁽⁵⁷⁾.

Toujours sur le massacre du 17 octobre 1961, Matthieu Guyot de Saint Michel interroge Olivier Le Cour ⁽⁵⁸⁾ sur la répression policière du 17 octobre

1961 en France et la disparition d'un certain nombre de cadavres algériens à la Seine. Olivier Le Cour nous dit : ⁽⁵⁹⁾

«Maurice Papon a organisé la répression de la manifestation et n'a ensuite rien fait pour arrêter le massacre lorsqu'il s'est déclenché. On sait qu'il y a plus d'une dizaine de manifestants qui ont été parqués dans la cour de la préfecture de police de Paris et qui ont été exécutés à froid, pratiquement sous les fenêtres de Maurice Papon. C'est un fait avéré puisqu'un certain nombre de policiers témoins de la scène ont témoigné de tout ça auprès de Claude Bourdet dans les jours qui ont suivi ces faits»

Après la publication du livre du général Jacques Massu, «La vraie Bataille d'Alger», Jean Daniel a interviewé le général Jacques Paris De Bollardièrre sur la pratique de la torture en Algérie surtout pendant la bataille d'Alger en 1957. Le général De Bollardièrre a été le seul haut gradé à dénoncer les tortures pratiquées par l'armée française en Algérie, il déclare à l'hebdomadaire le Nouvel Observateur en 1971 : ⁽⁶⁰⁾

«Je parlerai d'abord de cette armée qui a été toute ma vie. Quand on l'a autorisé à faire en Algérie ce qu'on lui avait interdit de faire en Indochine, elle s'est défoulée dans le déchainement. Elle s'est vengée du pouvoir politique qui l'avait conduite, en Indochine à la défaite. Avec quels moyens ! Les bombardements et la torture, c'est là qu'il faut bien voir la signification de la torture».

Le Nouvel Observateur publie des dossiers (numéro spécial) sur la guerre d'Algérie, nous pouvons citer l'article de Jean-Paul Mari, «Guerre d'Algérie. Les derniers secrets», organisé avec les historiens Mohammed Harbi et Benjamin Stora, et le sociologue Edgar Morin, et aussi grâce aux témoignages d'anciens appelés français, de harkis, de combattants algériens, de victimes de viols et de torture. Jean-Paul Mari explore les trous noirs de cette guerre de sept ans dans un dossier consacré à la guerre d'Algérie, il traite les sujets suivants : le bilan des pertes, le viol, la bataille des archives, les Harkis, la Bleuïte, les disparus d'Oran ⁽⁶¹⁾. Il a aussi publié «FLN contre MNA : la guerre dans la guerre», le 28 février 2002. Il jette une lumière crue sur les divisions sanglantes du mouvement national algérien. Jean-Paul Mari a publié également un article le 08 février 2002, titré «La vérité sur la Guerre d'Algérie», près de sept Français sur dix (68%) estiment que les autorités françaises ne font toujours pas assez pour que soit connue la vérité sur les événements touchant à la guerre d'Algérie et leurs responsables» ⁽⁶²⁾.

Jean Daniel contribue à travers l'hebdomadaire Le Nouvel Observateur à la nécessité d'écrire l'histoire de la guerre d'Algérie et à ce propos, il écrit en 2000 un article intitulé «Punir les tortionnaires ?» : ⁽⁶³⁾

**De France Observateur au Nouvel Observateur : Sa position anticolonialiste
vis-à-vis de la guerre d'Algérie**

«Encore une fois, les seules préoccupations qui me paraissent honorables concernent la réconciliation de la France et de l'Algérie ; le constat commun que leurs armées ont procédé à des crimes de guerre et parfois à des crimes contre l'humanité ; et l'engagement, toujours commun, de faire en sorte que chaque soldat puisse refuser d'appliquer toutes les tortures et tous les ordres qui lui paraissent contraires à l'honneur. C'est l'avenir qu'il faut «pédagogiser». Et le devoir de mémoire devrait selon moi être accompagné parfois de la possibilité d'oublier, souvent de l'incitation à pardonner et toujours de l'interdiction de se venger».

Conclusion

Nous constatons que le journal conserve une part importante d'articles sur la guerre d'Algérie, ce qui nous indique qu'il informait le quotidien de la guerre. L'analyse des objets visés par les articles de France Observateur nous permet de dégager plusieurs caractéristiques des discours produits pendant la guerre d'Algérie 1954 -1962.

Ainsi nous remarquons que L'Obs affirme une **position anticoloniale**; il reconnaît le droit d'un peuple à disposer de lui-même et délégitime la violence française qui s'exerce contre «les peuples qui revendiquent leur liberté» et focalise son discours sur l'**accession à l'indépendance de l'Algérie**.

France Observateur produit beaucoup de titres sur la violence de l'armée en employant des termes dénonciateurs comme «rafles», «atrocités», «massacres», «tortures» et «sévices» avec un discours violent, coléreux, répression, virulent et une présence du traumatisme de la Seconde Guerre mondiale surtout pour journalistes qui ont subi l'occupation nazie et pour lesquels les méthodes employées en Algérie par l'armée française sont insupportables, l'armée et la police sont identifiées à la «Gestapo» dans les titres de l'hebdomadaire.

Aussi l'hebdomadaire n'a pas caché la problématique des violences et des sévices, il a **dénoncé l'utilisation de la torture en Algérie** sous forme d'articles dès le début de la guerre, **Claude Bourdet** fut un des premiers journalistes à rendre compte de la torture en Algérie, il n'a pas cessé de dénoncer le problème de torture avec «Votre Gestapo d'Algérie», nous pouvons affirmer que Bourdet et L'Obs ont été les initiateurs des dénonciations. Ce qui nous indique que le journal s'est engagé en son nom contre les tortures et contre les gouvernements et l'ensemble de leur politique algérienne. En conséquence les différents thèmes abordés par le journal France Observateur sont :

- Discours anticolonialiste
- Violence de l'armée française
- La dénonciation de la torture
- Dénonciation de la violence de l'OAS
- Négociation, paix et indépendance des colonies

Et comme dit Philippe Tétart : ⁽⁶⁴⁾ «En tout cas, écrire chaque semaine la guerre d'Algérie, l'appel à l'indépendance, avec les risques que cela comporte, c'est bien se situer sur le terrain mobilisateur du dépassement de soi, de la solidarité et enfin de la réalisation éventuelle du mythe révolutionnaire». Avec le Nouvel Observateur la guerre d'Algérie marque une étape essentielle, fondatrice même, dans l'histoire du journal.

**De France Observateur au Nouvel Observateur : Sa position anticolonialiste
vis-à-vis de la guerre d'Algérie**

BIBLIOGRAPHIE

I - DOCUMENT

1 – Centre des Archives Nationales (Bir-khadem)

- Interview accordée par un porte parole du Ministère des Affaires Extérieures M. A. E / G. P. R. A. à Adnan Malouf, correspondant de *France Observateur*, Archives Nationales, N° : 040/01/004, le Caire le 06 mars 1960.

- «**Le bon engrenage**» une synthèse sur les perspectives politiques en Algérie faite par Claude Bourdet, Archives Nationales, N° : 011 / 06 / 002, [S. D.].

2 - Journal France Observateur 1951 - 1960

- Bourdet Claude, «Le "J'accuse" de Claude Bourdet», 6 décembre 1951.

- Bourdet Claude, «Votre Gestapo d'Algérie ?», 13 Janvier 1955.

- Bourdet Claude, «La vérité sur les tortures en Algérie, Votre Gestapo d'Algérie», 13 janvier 1955.

- Ravussin Charles, «Un réveil de la conscience française en Algérie ?», 20 janvier 1955.

- Martinet Gilles, «Soustelle à Alger, Que fera M. Jacques Soustelle à Alger ?», 27 janvier 1955.

- Bourdet Claude, «Vers la guerre d'Algérie ?», 26 mai 1955.

- France Observateur, «Afrique du Nord, le ratissage en Algérie», 30 juin 1955.

- Martinet Gilles, «Le Maghreb à l'heure de la haine», 25 août 1955.

- Paret Roger, «Soustelle débordé en Algérie», 25 août 1955.

- Barrat Robert, «Un journaliste français chez les "hors-la-loi" algériens», n° 279, 15 septembre 1955.

- Martinet Gilles, «Comment arrêter l'effusion de sang en Algérie», 29 septembre 1955.

- Barrat Robert, «Ce qu'on m'a empêché de dire le 14 octobre», 20 octobre 1955.

- France Observateur, «La guerre d'Afrique du Nord coûte plus cher que celle d'Indochine», 01 décembre 1955.

- France Observateur, «Ben-Mokkaden Mohamed détenu à la prison civile d'Alger, Témoignages sur les tortures», 08 décembre 1955.

- Bourdet Claude, «Dans l'ornière indochinoise», 01 mars 1956.

- Claus Charles, «Il faut briser la logique des massacres / Le FLN et les atrocités», 31 mai 1956.

- Bourdet Claude, «Tortures en Oranie ? Robert Lacoste, souvenez-vous !», 27 septembre 1956.

- France Observateur, «Tortures : démenti et contre-démenti», 11 octobre 1956.

- Benoit R. (Correspondant particulier), «Cela s'est passé à Lyon», 24 janvier 1957.

- Guerroudj Abdelkader, Marcelli Georges, «Deux inculpés évoquent leurs tortures», 14 février 1957.

**De France Observateur au Nouvel Observateur : Sa position anticolonialiste
vis-à-vis de la guerre d'Algérie**

- Emeric Philippe, «"Suicides" à Alger», 14 mars 1957.
 - Martin-Chauffier Louis, «Contre la torture en Algérie, La torture ne peut vaincre ni convaincre», 21 mars 1957.
 - France Observateur, «Qui a tué Ali Boumendjel ?», 28 mars 1957.
 - Bourdet Claude, «Les racines de l'enfer», 04 avril 1957.
 - Bourdet Claude, «Le silence est de sang», 11 avril 1957.
 - Bourdet Claude, «Les jeunes soldats devant les tortures», 03 mai 1957.
 - France Observateur, «Commission de sauvegarde : pour qui et pour quoi ?», 09 mai 1957.
 - Bourdet Claude, «Melouza : crime et faute», 06 juin 1957.
 - Martinet Gilles, «Où en est le duel FLN – MNA ?», 06 juin 1957.
 - Ben Smaïl Mohamed, «Un journaliste tunisien revient de Melouza», 13 juin 1957.
 - France Observateur, «L'affaire Alleg ne doit pas être étouffée», 08 août 1957.
 - Bourdet Claude, «La "Commission" va se juger», 05 septembre 1957.
 - Estier Claude, «Commission de sauvegarde : le rapport escamoté», 17 octobre 1957.
 - Bourdet Claude, «Qui sont les chefs du F. L. N ?», N° 391, 7 novembre 1957.
 - France Observateur, «Cent morts par jour», 14 décembre 1957.
 - Bourdet Claude, «Lacoste à la porte !», 13 février 1958.
 - France Observateur, «Lacoste a perdu la guerre à Sakiet, Sakiet : le tournant de la guerre», 13 février 1958.
 - France Observateur, «Morin Edgar, La "question" d'Henri Alleg», 27 février 1958.
 - Bourdet Claude, «De la torture au coup d'État», 15 mai 1958.
 - Fraisse Paul (Professeur à la Sorbonne), «Simple questions sur la torture», 12 février 1959.
 - Morin Edgar, «De la Torture», 9 juillet 1959.
 - Morin Edgar, «De Gaulle et le nœud Gordien», 4 février 1960.
 - Bourdet Claude, «Deux victimes», 17 août 1960.
- 3 - Journal le Nouvel Observateur 1971 – 2004**
- Daniel Jean, «Le général Jacques Paris *De Bollardière*», 15 novembre 1971, N° 366.
 - Julliard Jacques, «Nous avons fait une sale besogne. Elle n'a servi à rien», semaine du 14 décembre 2000.
 - Julliard Jacques, «Torture : ce que j'ai vu en Algérie, les vrais auteurs du crime, c'était les politiques», semaine du 14 décembre 2000.
 - Daniel Jean, «Réponse à Massu»,
 - Mari Jean-Paul, «Guerre d'Algérie : Les derniers secrets», jeudi 28 février 2002.
 - Le Nouvel Observateur, «La vérité sur la Guerre d'Algérie», 08 février 2002.
 - Guyot de Saint Michel Matthieu, «Pas de responsables, pas de coupables».

- Louail Céline, «La guerre a plutôt commencé le 20 août 1955», jeudi 21 octobre 2004.
- Einaudi Jean-Luc, «La guerre d'Algérie», mercredi 27 octobre 2004.
Le Nouvel Observateur, «Ce qu'ils pensent du *Nouvel Obs*»,

II - Ouvrages

- Awad Gloria, **Du sensationnel : place de l'événementiel dans le journalisme de masse**, Editions L'Harmattan, 1995, p. 277.
- Barrat Robert et Denise, **Algérie, 1956 livre blanc sur la répression**, éditions Barzakh, Alger, 2009, p. 350.
- Baudorre Philippe, **La plume dans la plaie: les écrivains journalistes et la guerre d'Algérie**, Presses Univ. de Bordeaux, 2003, p. 302.
- Bedarida François, Aymard Maurice, Berce Yves Marie, Sirinelli Jean-François, **L'histoire et le métier d'historien en France 1945-1995**, Editions MSH, 1995, p. 437.
- Berstein Serge, Milza Pierre, **Histoire de la France au XXe siècle: 1945-1958**, Editions Complexe, 1999, p. 337.
- Bourdet Claude, **“Mes batailles” : récit**, Ed. In Fine, 1993, p. 255.
- Burguiere André, Muchnik Nicole, e **Nouvel Observateur**, Editions A. – M. Métaillé, 1984.
- Chapeu Sybille, **Des Chrétiens dans la Guerre d'Algérie : l'action de la mission de France**, Editions de l'Atelier, 2004, p. 270.
- Chauveau Agnès, Tetart Philippe, Becker Jean Jacques, **Questions à l'histoire des temps présents**, Editions Complexe, 1992, p. 136.
- Dore-Audibert Andrée, **Des Françaises d'Algérie dans la Guerre de libération : des oubliées de l'histoire**, Karthala Editions, 1995, p. 297.
- Evans Martin, **Mémoires de la guerre d'Algérie**, Editions L'Harmattan, 2007, p. 248.
- Jurquet Jacques, **Années de feu : Algérie, 1954-1956**, Editions L'Harmattan, 1997, p. 390.
- Kessel Patrick, **Guerre d'Algérie: écrits censurés, saisis, refusés 1956-1960-1961**, Editions L'Harmattan, 2003, p. 286.
- Martinet Gilles, **Une certaine idée de la gauche, 1936-1997**, Odile Jacob, 1997, p. 261.
- Renou-Nativel Corinne, **Jean Daniel, 50 ans de journalisme**, Editions du Rocher, Paris, novembre 2005, p. 515.
- Rioux Jean-Pierre, Sirinelli Jean-François, **La Guerre d'Algérie et les intellectuels français**, Editions Complexe, 1991, p. 405.
- Tetart Philippe, **Histoire politique et culturelle de France observateur, 1950-1964: 1950-1957**, Harmattan, 2000, p. 251.

De France Observateur au Nouvel Observateur : Sa position anticolonialiste vis-à-vis de la guerre d'Algérie

- Zivie David Raphael, DE TARR Francis, **La guerre d'Algérie vue par Francis de Tarr, diplomate américain: 1960, 1961-1962**, Editions L'Harmattan, 2003, p. 294.

III - Revues

Cahiers d'Histoire du Mouvement Ouvrier Aehmo, «Contestations et mouvements, 1960-1980», *Editions d'En bas*, N° 21/2005, année 2005, p. 248.

- Cayrol Roland, «Nouvel Express et Nouvel Observateur», *Revue Française de Science Politique*, année 1966, volume 16, numéro 3, p. p. 493 – 520.

- Christophe Charles, Pinto Louis, «L'intelligence en action, le Nouvel Observateur», *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*, année 1988, volume 43, numéro 4, p. p. 946-947.

- Dossier réalisé par Marais Jérémie, Enguix Melody, Petitbon Sarah, Turnbull Alexander, **Le Nouvel Observateur**, l'Institut pratique de journalisme de Paris (IPJ) 2007-2008.

- Duranton-Crabol Anne-Marie, «La guerre d'Algérie: témoignages et historiographie», *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, octobre-décembre 2002, p. p. 170 – 176.

- Feyel Gilles, «Naissance, constitution progressive et épanouissement d'un genre de presse aux limites floues : le magazine», *Réseaux* 1/2001, N° 105, p. 19-51.

- «Hommage Denise Barrat», *Jeune Afrique (Revue)*, Les Éditions J. A., N° 1800 à 1812, 1995, p. 78.

IV - Thèses

- Roche Emilie, **Étude des discours de presse écrite française sur la violence et la torture pendant la guerre d'Algérie : Le Monde, L'Humanité, Le Figaro, L'Express, France Observateur, 1954–1962**, Thèse de doctorat de Sciences de l'information et de la communication, (Université Lyon 2), dirigée par Isabelle Garcin-Marrou, présentée et soutenue publiquement le 9 novembre 2007.

V - Journaux

- Ammour Sihem, «Les journalistes français et l'indépendance de l'Algérie», *La Tribune*, N°4529, Mercredi 5 mai 2010, p. 19.

- N. -K. Nouara, «Le journaliste français Claude Estier au CCF : "La presse de gauche a dénoncé les tortures commises par la France en Algérie"», *La Nouvelle République*, N° 3713, Mercredi 5 mai 2010, p. 04.

VI - Dictionnaire

- **Encyclopædia Universalis**, France, S. A, 2011.

Références bibliographiques

(1) : Journal Le Nouvel Observateur, «Ce qu'ils pensent du Nouvel Obs», Editorial,

(2) : Cahiers d'Histoire du Mouvement Ouvrier AEHMO, **Contestations et mouvements, 1960-1980**, Editions d'En bas, N° 21/2005, année 2005, p. p. 60 – 61.

(3) : Jean-Pierre RIOUX, Jean-François SIRINELLI, **La Guerre d'Algérie et les intellectuels français**, Editions Complexe, 1991, p. 219.

(4) : Emilie ROCHE, **Étude des discours de presse écrite française sur la violence et la torture pendant la guerre d'Algérie : Le Monde, L'Humanité, Le Figaro, L'Express, France Observateur, 1954–1962**, Thèse de doctorat de Sciences de l'information et de la communication, (Université Lyon 2), dirigée par Isabelle GARCIN-MARROU, présentée et soutenue publiquement le 9 novembre 2007, p. 27.

(5) : Dossier réalisé par Jérémie Marais, Melody Enguix, Sarah Petitbon, Alexander Turnbull, **Le Nouvel Observateur**, l'Institut pratique de journalisme de Paris (IPJ), 2007-2008.

(6) : Dossier réalisé par Jérémie Marais, Melody Enguix, Sarah Petitbon, Alexander Turnbull, op. cit., voir aussi Encyclopædia Universalis, France, S. A., 2011.

(7) : Gilles FEYEL, «Naissance, constitution progressive et épanouissement d'un genre de presse aux limites floues : le magazine», Revue Réseaux, 1/2001, N° 105, p. 19-51.

(8) : Emilie ROCHE, op. cit., p. 76.

(9) : Serge BERSTEIN, Pierre MILZA, **Histoire de la France au XXe siècle: 1945-1958**, Editions Complexe, 1999, p. 237.

(10) : Philippe TETART retrace l'engagement de France Observateur, une des autres grandes voix de cette époque, à laquelle il a consacré sa thèse : **France Observateur (1950 – 1964), Histoire d'un courant de pensée intellectuel, thèse I. E. P., 1995**.

(11) : Philippe TETART, **Histoire politique et culturelle de France observateur, 1950-1964 : 1950-1957**, tome 1, Paris, Editions L'Harmattan, 2000, p. 5.

(12) : Emilie ROCHE, op. cit., p. 81.

(13) : Ibid., p. 82.

(14) : Philippe BAUDORRE, **La plume dans la plaie: les écrivains journalistes et la guerre d'Algérie**, Presses Univ. de Bordeaux, 2003, p. 32.

(15) : Philippe BAUDORRE, op. cit., p. 31.

(16) : Philippe TETART, op. cit., p. 42, voir aussi Andrée DORE-AUDIBERT, **Des Françaises d'Algérie dans la Guerre de libération : des oubliées de l'histoire**, KARTHALA Editions, 1995, p. 262.

(17) : Journal France-Observateur, «Le "J'accuse" de Claude Bourdet», Claude BOURDET, 6 décembre 1951.

(18) : Jacques JURQUET, **Années de feu: Algérie, 1954-1956**, Editions L'Harmattan, 1997, p. p. 39-40.

(19) : Jacques JURQUET, op. cit., p. 41.

(20) : Philippe BAUDORRE, op. cit., p. 44.

(21) : Journal France Observateur, «Votre Gestapo d'Algérie» (Algérie), Claude BOURDET, 13 janvier 1955.

(22) : Jacques JURQUET, op. cit., p. 265, voir aussi Patrick KESSEL, **Guerre d'Algérie: écrits censurés, saisis, refusés 1956-1960-1961**, Editions L'Harmattan, 2003, p. 25.

(23) : Philippe BAUDORRE, op. cit., p. 51.

(24) : Journal France Observateur, «Ils ont menti à propos de Rivet», Editorial, 31 mai 1956, p. 10.

(25) : Emilie ROCHE, op. cit., p. 138.

(26) : «**Le bon engrenage**» : **Une synthèse sur les perspectives politiques en Algérie faite par Claude BOURDET**, Archives Nationales de Bir-Khadem, Boite N° : 011 / 06 / 002, [S. D.].

(27) : Claude BOURDET, «**Mes batailles**» : **récit**, Ed. In Fine, 1993, p. p. 161-167, voir aussi Journal «France-Observateur», 2 novembre 1961.

(28) : David Raphael ZIVIE, Francis De TARR, **La guerre d'Algérie vue par Francis de Tarr, diplomate américain: 1960, 1961-1962**, Editions L'Harmattan, 2003, p. 112.

(29) : Journal La Tribune, «Les journalistes français et l'indépendance de l'Algérie», Sihem AMMOUR, N°4529, mercredi 5 mai 2010, p. 19, voir aussi journal La Nouvelle République, «Le journaliste français Claude Estier au CCF : "La presse de gauche a dénoncé les tortures commises par la France en Algérie"», Nouara N. -K., N° 3713, Mercredi 5 mai 2010, p. 04.

(30) : Emilie ROCHE, op. cit., p. 100.

(31) : Ibid., p. 138.

(32) : Il a été réédité dans le livre posthume de R. Barrat, **Les maquis de la liberté**, éditions Témoignage Chrétien, 1986, et en format poche sous le titre, **Un journaliste au cœur de la guerre d'Algérie**, aux éditions de l'Aube, 2001, voir Denise et Robert BARRAT, **Algérie, 1956 livre blanc sur la répression**, Editions Barzakh, Alger, 2009.

(33) : Emilie ROCHE, op. cit., p. 83.

(34) : Journal Le Monde Diplomatique, «Algérie, retour de mémoire», Olivier DA LAGE, Novembre 2001.

(35) : Jeune Afrique (Revue), «Hommage Denise BARRAT», Les Editions J. A., N° 1800 à 1812, 1995, p. 78.

(36) : Patrick KESSEL, op. cit., p. 97.

(37) : Revue D'histoire Moderne et Contemporaine, «La guerre d'Algérie: témoignages et historiographie», Anne-Marie DURANTON-CRABOL, octobre- décembre 2002, p. 171.

(38) : Olivier DA LAGE, op. cit.

(39) : Leur maison (lui et sa femme Denise) de Dampierre servira d'asile, de refuge aux militants du Front de Libération National (FLN) et de relais au réseau Jeanson de soutien à la cause algérienne.

(40) : Olivier DA LAGE, op. cit.

(41) : Anne-Marie DURANTON-CRABOL, op. cit., p. 171.

(42) : Emilie ROCHE, op. cit., p. 141.

(43) : Ibid., p. 81.

(44) : David Raphael ZIVIE, Francis DE TARR, op. cit., p. 117.

(45) : Gilles MARTINET, **Une certaine idée de la gauche, 1936-1997**, Odile Jacob, 1997, p. 140.

(46) : Martin EVANS, **Mémoires de la guerre d'Algérie**, Editions L'Harmattan, 2007, p. 98.

(47) : Journal El-Watan, «Claude Estier, journaliste français : " J'étais parmi ceux qui combattaient pour l'indépendance de l'Algérie "», K. Smail, 04 mai 2010.

(48) : **Interview accordée par un porte parole du Ministère des Affaires Extérieures M. A. E / G. P. R. A. à Adnan Malouf,**

**De France Observateur au Nouvel Observateur : Sa position anticolonialiste
vis-à-vis de la guerre d'Algérie**

correspondant de France Observateur, Archives Nationales de Bir-Khadem, Boite N° : 040 / 01 / 004, Le Caire, le 06 /03 /1960.

(49) : Le groupe est né en 1964, avec la création de l'hebdomadaire Le Nouvel Observateur.

(50) : Corinne RENOU-NATIVEL, **Jean Daniel, 50 ans de journalisme**, Editions du Rocher, Paris, novembre 2005, p. 515.

(51) : Dossier réalisé par Jérémie Marais, Melody Enguix, Sarah Petitbon, Alexander Turnbull, op. cit.

(52) : André BURGUIERE et Nicole MUCHNIK, **Le Nouvel Observateur**, Editions A. – M. Métailié, 1984, p. 25.

(53) : Gilles FEYEL, op. cit.

(54) : Idem.

(55) : Journal Le Nouvel Observateur, «Torture : ce que j'ai vu en Algérie, les vrais auteurs du crime, c'était les politiques», Jacques JULLIARD, N°1884, semaine du 14 décembre 2000, voir aussi Journal Le Nouvel Observateur, «Nous avons fait une sale besogne. Elle n'a servi à rien», Jacques JULLIARD, N°1884, semaine du 14 décembre 2000.

(56) : Journal Le Nouvel Observateur, «La guerre a plutôt commencé le 20 août 1955», Céline LOUAIL, jeudi 21 octobre 2004.

(57) : Le Nouvel Observateur, »La guerre d'Algérie», Jean-Luc EINAUDI, mercredi 27 octobre 2004.

(58) : Olivier LE COUR : Président de l'association "17 octobre 1961, contre l'oubli", il a dirigé un ouvrage collectif : "Le 17 octobre 1961, un crime d'Etat à Paris"

(59) : Journal Le Nouvel Observateur, »Pas de responsables, pas de coupables», Matthieu GUYOT DE SAINT MICHEL,

(60) : Journal Le Nouvel Observateur, »Réponse à Massu», Jean DANIEL, Journal Le Nouvel Observateur, «Le général Jacques Paris De BOLLARDIERE», Jean DANIEL, N° 366, du 15 novembre 1971.

(61) : Journal Le Nouvel Observateur, «Guerre d'Algérie : Les derniers secrets», Jean-Paul MARI, N°1947, jeudi 28 février 2002.

(62) : Journal Le Nouvel Observateur, «La vérité sur la Guerre d'Algérie», Editorial, 08 février 2002.

(63) : Journal Le Nouvel Observateur, «Punir les tortionnaires ?», Jean DANIEL, N°1883, Semaine du 07 décembre 2000.

(64) : Philippe TETART, op. cit., p. 54.